

**Discours de Ségolène Royal à Berlin**  
**Lundi 5 mars 2007**

Chers compatriotes, chers amis,

Laissez-moi vous dire tout mon plaisir d'être avec vous ce soir à Berlin pour m'adresser aux Français d'Allemagne et plus largement à tous les Français de l'étranger.

Je veux saluer de nombreux visages amis, à commencer par Huguette Meixner et chaque membre de la section du Parti Socialiste à Berlin. Je sais tout le travail et le cœur qu'ils ont mis à la préparation de notre rencontre et je leur dis ma sincère reconnaissance. Je salue aussi la Fédération des Français à l'Etranger du Parti Socialiste et ses milliers d'adhérents à travers le monde, aujourd'hui en campagne auprès de nos 850,000 compatriotes inscrits dans les 545 bureaux de vote à l'étranger en avril et mai prochains. Merci aux radicaux de gauche et aux représentants des comités Désirs d'Avenir en Allemagne d'être là également, tout comme au Président de l'ADFE – Français du Monde, François Nicoulaud. La gauche à l'étranger doit tant au travail opiniâtre mené depuis plus de 25 ans par l'ADFE aux côtés des partis politiques. Je salue enfin Monique Cerisier-Ben Guiga, Sénatrice des Français de l'Etranger, ainsi que les élus d'Allemagne à l'Assemblée des Français de l'Etranger Claudine Lepage, Patricia Neu-Blotenberg, Claude Chapat et Michel Chaussemy.

*Ebenfalls will ich unsere deutschen Freunde begrüßen. Vielen Dank für eure Anwesenheit. Das freut mich sehr. Es ist das wichtigste Symbol, dass eine nationale Wahl gar keine exklusive nationale Dimension mehr hat. Für ihre wertvolle Unterstützung bin ich der SPD ganz dankbar.*

\*\*\*\*\*

Comme tant de femmes et d'hommes aujourd'hui, j'ai grandi dans la paix et je sais combien ces décennies passées loin des conflits les plus sanglants de l'histoire doivent à la réconciliation franco-allemande. Vous connaissez mon attachement à l'œuvre politique du Président François Mitterrand. Dans son ouvrage posthume « De l'Allemagne, de la France », François Mitterrand parlait de « *la prédestination de l'Allemagne et de la France, que la géographie et leur vieille rivalité désignent pour donner le signal de l'Europe* ». Cette leçon est plus que jamais actuelle.

Je souhaite rendre au couple franco-allemand la force d'initiative qu'il a perdue en Europe. Je veux renouer avec le volontarisme politique d'Helmut Kohl et de François Mitterrand pour redonner au couple franco-allemand cette feuille de route dont la destination ne peut être que celle de la construction de l'Europe politique et sociale.

La France doit revenir à la table de l'Europe. L'Europe reste notre grande ambition, une Europe solidaire et dynamique, qui protège ses citoyens et les aide à trouver leur place dans la mondialisation. Nous devons intégrer les citoyens au rang d'acteurs et de juges du débat européen, en faisant l'Europe par la preuve.

L'exemple des difficultés actuelles d'Airbus souligne la nécessité de l'engagement politique dans le débat européen. Il est inacceptable que les salariés paient de leur emploi les erreurs de gestion et l'absence de volonté de l'Etat actionnaire. J'ai rencontré les salariés d'Airbus la semaine passée. La puissance publique doit s'engager pour que cette entreprise, à la pointe du savoir-faire et au carnet de commande plein pour 5 ans, réponde différemment à ses difficultés actuelles. Il en va de l'avenir de l'industrie aéronautique européenne. Je refuse de le laisser uniquement à l'appréciation du marché.

L'Allemagne, qui préside l'Union européenne ce semestre, trouvera en moi à compter du mois de mai une interlocutrice ouverte et déterminée à relayer ses efforts durant la présidence française

en 2008. Les deux prochaines années seront critiques pour l'avenir de l'Union et je m'y donnerai pleinement.

Au-delà de l'engagement des deux gouvernements, je souhaite renforcer la dimension citoyenne de la relation entre la France et l'Allemagne. Je souhaite notamment que l'éducation et la formation soient la toute première priorité du couple franco-allemand dans les années à venir.

Voilà quelques mesures concrètes que nous pourrions mettre en place, afin de donner à chaque Allemand et à chaque Français l'occasion de vivre pleinement sa citoyenneté européenne :

- Le développement de campus universitaires franco-allemands, inspirés par les exemples réussis de l'Institut franco-allemand de Sarrebruck et du cycle franco-allemand mis en place à Nancy par l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Les employeurs sont friands de diplômés maîtrisant non seulement les deux langues, mais plus encore les deux cultures.
- La reconnaissance de tous les diplômes scolaires, universitaires et professionnels pour l'accès à l'emploi: il subsiste encore trop de protectionnisme caché. Cela est inacceptable et doit prendre fin immédiatement.

Je propose également la tenue d'assises générales des institutions franco-allemandes dès 2008, dont le but serait d'évaluer et de coordonner leurs activités, de même que de donner une plus grande lisibilité à leur action. Les assises seraient ouvertes à tous les représentants politiques, institutionnels, administratifs, locaux, régionaux et associatifs, et auraient pour objectif de promouvoir l'éducation et la formation des jeunes Allemands et Français dans une perspective européenne. Elles devraient également dresser sans concession un état des lieux d'institutions dotées d'un fonctionnement trop souvent bureaucratique et dont la mission n'est plus guère adaptée aux défis de notre temps.

Il faudra notamment s'interroger sur la pertinence de certaines réformes entreprises ces dernières années et qui, parce trop guidées par des intérêts partisans, n'ont nullement su irriguer la relation franco-allemande. Je pense en particulier à la mauvaise réforme de l'Office Franco-Allemand de la Jeunesse (OFAJ).

Enfin, je suis à l'écoute de l'expérience et du vécu que rapportent très utilement les Conseillers des Français d'Allemagne à l'Assemblée des Français de l'étranger. En Allemagne, comme également en France d'ailleurs, les difficultés diverses rencontrées par de nombreuses familles binationales méritent que le sujet de la famille soit abordé de front.

\*\*\*\*\*

Tout ceci souligne combien l'engagement citoyen outre frontière est important. Je veux dire haut et fort ce soir à Berlin que les deux millions de Français établis à travers le monde sont les meilleurs représentants de nos valeurs, de notre culture et de notre économie. Leur présence outre-frontière est essentielle pour le rayonnement de la France dans la mondialisation. La France doit les écouter, les soutenir et les protéger. Je m'y attacherai.

- Je soutiendrai les communautés françaises en réhabilitant l'action publique. Je renforcerai le service public à l'étranger avec un réseau efficace de Consuls exécutant leurs missions de proximité à hauteur de moyens financiers et humains renouvelés.
- L'accent devra être mis en particulier sur la sécurité des communautés françaises. La formation du personnel diplomatique et consulaire à la gestion de crise sera une priorité. Je ferai de la coopération consulaire européenne l'un des axes de la Présidence française de l'Union européenne. Je crois à la mutualisation des moyens dans ce domaine afin de garantir la protection des Européens dans le monde. Les relations entre

les cellules de veille et de crise de l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne devront être systématisées.

- Hors de l'Union européenne, l'accès de tous les Français de l'étranger à une protection sociale minimale sera garanti au terme du quinquennat, par des accords avec les caisses des pays de résidence et la réforme des centres médicaux sociaux consulaires. Le champ d'activités de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie sera étendu aux seniors et handicapés français de l'étranger.
- Dans l'Union européenne, je demanderai que soient assouplies les règles autorisant les soins médicaux lourds dans un autre Etat que celui d'assurance, afin que les patients puissent être soignés par le praticien de leur choix, à proximité de leur famille et amis. Je m'engagerai en faveur du maintien de l'assurance sociale des travailleurs frontaliers retraités dans le pays où leur pension est versée.
- La continuité de la protection sociale française sera assurée durant un an aux porteurs d'un projet économique, culturel ou social à l'étranger. La situation des agents de l'Etat recrutés locaux et des stagiaires sera améliorée afin de mettre fin aux situations indignes relevées dans de nombreux pays.
- Les Consultats se doteront d'un dispositif d'assistance aux femmes françaises et à leurs enfants pour répondre aux drames de la violence conjugale, des mariages forcés et des répudiations. Une loi d'indemnisation des biens professionnels et personnels du fait de troubles politiques, de spoliations, de faits de guerre ou de catastrophes naturelles sera adoptée.
- Les coûts de scolarité dans les établissements de l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger seront réduits de moitié d'ici à 2012 et la tutelle de l'Etat sur l'Agence sera étendue au Ministère de l'Education Nationale. Je m'engagerai pour le développement des filières bilingues d'enseignement dans les Etats membres de l'Union européenne et de l'OCDE. L'enveloppe du programme Français Langue Maternelle sera doublée pour encourager l'apprentissage du français au plus jeune âge.
- La situation des étudiants français issus de l'étranger sera traitée en priorité dans le cadre du « contrat d'autonomie » proposé par les associations et syndicats d'étudiants. Cela permettra à tous ces jeunes Français de venir étudier en France, en réduisant le coût des études pour des familles vivant souvent de faibles revenus locaux.
- Un programme de formation professionnelle sera développé dans le cadre consulaire en liaison avec les entreprises françaises et les centres de formation du pays de résidence.
- Une Agence de la Coopération Culturelle, Scientifique et Technique sera instituée pour redonner enfin un sens à l'action de la France dans ces domaines essentiels de la vie internationale.
- Pour mener à bien tous ces projets, une vaste réforme de la représentation politique des Français de l'étranger sera conduite. Elle reposera sur la représentation des Français de l'étranger à l'Assemblée Nationale et sur la transformation de l'Assemblée des Français de l'Etranger en un Conseil Général d'outre-frontière, doté de véritables compétences et moyens.
- Le vote à distance, par Internet et par correspondance classique, sera instauré pour toutes les élections organisées dans les centres de vote à l'étranger, à commencer par l'élection présidentielle. La distance entre l'urne et l'électeur ne devra plus être un obstacle à la participation électorale à l'étranger. Il n'est pas acceptable que la France

figure parmi les dix des vingt-sept Etats membres de l'Union européenne excluant toute forme de vote à distance au bénéfice de ses ressortissants à l'étranger.

Voilà mes propositions pour les Français de l'étranger. Elles incarnent une ambition, celle de donner à chacun sa pleine et juste place dans la communauté nationale. C'est ce que je veux pour nos compatriotes à travers le monde. La France est grande lorsqu'elle sait s'adresser à tous ses enfants, lorsqu'elle ne néglige ni n'oublie personne.

Je veux dire clairement ici, puisque cela a été évoqué que je n'ai pas l'intention d'établir une contribution fiscale à charge des Français de l'étranger, aussi choquants que soient certains exils pour raisons fiscales.

\*\*\*\*\*

En m'exprimant aujourd'hui depuis Berlin, en évoquant la dimension citoyenne de l'amitié franco-allemande et en développant mes propositions pour les Français de l'étranger, c'est aussi du rôle de la France dans le monde et de la façon dont j'en conçois l'action extérieure que j'ai parlé. Une France généreuse, exigeante sur ses valeurs et portée à l'universel.

La sensibilité européenne et la solidarité internationale sont au cœur de mon Pacte Présidentiel. Toutes deux trouveront leur expression dans la diplomatie que j'entends conduire. Je ferai de la solidarité avec le Sud une réalité. Je m'engagerai dans les instances internationales pour rééquilibrer les effets du marché et de la mondialisation sauvage dans les domaines sociaux et environnementaux. La paix, la justice, le multilatéralisme et le développement partagé seront les fils conducteurs de mon action internationale.

J'agirai pour que partout, la France soit reconnue et aimée à la hauteur de son engagement universel.

J'ai besoin de vous à l'étranger pour gagner l'élection présidentielle. Aucune voix ne doit manquer. Je compte sur vous comme je vous engage à compter sur moi. Partout, je croise l'enthousiasme et l'espérance. Je les lis aussi sur vos visages à Berlin ce soir et je le devine, au-delà, dans ce que vous me rapportez de toutes nos communautés françaises.

La victoire est au prix de ce magnifique exercice de conviction à mener d'ici le 6 mai.

Avec vous, j'ai confiance.

*Es lebe die deutsche-französische Freundschaft!*

Vive la République! Vive la France!